

[Text]

**The Chairman:** Certainly, we have a major responsibility to this hemisphere. In that regard may I just say—I am not authorized to do so, but I am sure you would not object—I had the privilege of sitting next to the Nicaraguan ambassador to Canada at the national prayer breakfast, and we discussed this. He indicated that his government would welcome a visit from the Standing Committee on Human Rights.

Mrs. Collins.

**Mrs. Collins:** Our purpose in going would be to verify one way or another whether or not human rights violations have been alleged. Would we be doing what Amnesty International does in a way or . . . ?

**The Chairman:** No, no, we are taking a look the government's attitude towards human rights in Nicaragua, El Salvador . . .

**Mrs. Collins:** Guatemala?

**The Chairman:** —in Guatemala, Honduras, how they treat their native peoples. It is an area where you get conflicting comments, and it is an area where I think we might be able to help the Government of Canada in terms of whatever advice we have to offer.

**Mr. Kindy:** I would even suggest that you go as far as South America here. For instance, in Peru, which has a population of 20 million and has about 6 million or 7 million Indians, certainly human rights violations have happened in the past. I think we could see how Canada could help—and Canada could also learn to some extent, because we have an Indian population, too—and see how we have been solving those problems and transmit those solutions to those governments.

**Mrs. Collins:** How would we be assured that we actually saw things? My concern is that you go on a trip that is set up and approved by the government, and they are going to show you only what they want to show you.

**The Chairman:** It will be up to us as politicians to make sure that does not happen. It is my view that we look at Central America for this reason. That is the area where Canada, in terms of its foreign policy, supports the Contadora process, which is rather important in bringing peace and stability to Central America. We are getting more active in terms of aid and in terms of a presence there. If you spread it out to the continent of South America, then you may run into problems. There would be an obvious reason for us to go to Central America. It would be more difficult to expand it, in my view.

This suggestion has met with the approval of our two friends from the other two parties as well. Perhaps I may suggest that

[Translation]

qui se passe, non seulement en Afrique, mais également en Amérique latine.

**Le président:** Il est évident que nous avons une énorme responsabilité à assumer dans cet hémisphère, et j'aimerais d'ailleurs ajouter—je ne suis pas autorisé à le faire, mais j'imagine que vous n'en prendrez pas ombrage—que j'ai eu le privilège d'être assis aux côtés de M. l'ambassadeur du Nicaragua au Canada à l'occasion du petit déjeuner de prière nationale, et nous en avons précisément parlé. Il m'a dit que son gouvernement serait très heureux de recevoir le comité permanent des droits de la personne.

Madame Collins.

**Mme Collins:** Le but de ce voyage serait de vérifier d'une façon ou d'une autre s'il y a bien eu, comme on le prétend, des violations des droits de la personne. Est-ce que nous répéterions ce que fait Amnesty international . . . ?

**Le président:** Pas du tout, nous étudions ce que fait le gouvernement dans le domaine des droits de la personne au Nicaragua, au Salvador . . .

**Mme Collins:** Au Guatemala?

**Le président:** . . . au Guatemala, au Honduras, nous allons voir comment ces gouvernements traitent leurs populations autochtones. On entend énormément de choses contradictoires à ce sujet, et je pense que c'est précisément là que nous pourrions aider le gouvernement canadien et lui offrir nos conseils.

**M. Kindy:** J'irais même jusqu'à proposer que nous allions en Amérique du sud. Il y a ainsi le cas du Pérou, avec 20 millions d'habitants, dont 6 ou 7 millions d'Indiens, où il y a eu jadis des violations des droits de la personne. Nous pourrions ainsi constater comment le Canada pourrait apporter son concours—le Canada pourrait également en tirer la leçon, dans une certaine mesure, puisque nous avons, nous aussi, une population indienne—constater comment ces problèmes ont été résolus et en faire part aux gouvernements intéressés.

**Mme Collins:** Comment pourrions-nous avoir la garantie de voir effectivement ce qui se passe? S'il s'agit d'une visite officielle, sanctionnée par le gouvernement hôte, il est certain que celui-ci ne pourrait très bien ne vous montrer que ce qu'il veut bien.

**Le président:** Ce sera à nous à être vigilants. Mon avis personnel est que précisément nous étudions le cas de l'Amérique centrale pour cette raison-là. Car le Canada, dans le cadre de sa politique étrangère, apporte son soutien aux négociations de Contadora, qui sont particulièrement importantes pour établir la paix et la stabilité en Amérique centrale. Nous devenons également de plus en plus actifs dans le domaine de l'assistance, nous sommes de plus en plus présents dans cette région. Si nous étendons notre activité à tout le continent sud-américain, nous risquons certains problèmes. Nous avons d'excellentes raisons de vouloir aller en Amérique centrale, mais, à mon avis, ce serait un peu plus difficile à justifier dans le cas de l'Amérique du sud.

Il s'agit d'ailleurs d'une suggestion qui a reçu l'aval de nos deux amis de l'opposition. Je proposerais peut-être que l'on